

Un G20 contre les PEUPLES



(DR)

Les peuples grec et italien ont été invités malgré eux à la réunion du G20. En revanche, toutes les promesses de régulation des marchés financiers sont passées par pertes et profits.

Le G20 a été instauré en 1999 après la crise asiatique de 1998. Son objectif officiel était de réunir les dirigeants des principaux États de la planète dans le but d'une « gouvernance mondiale » permettant de dépasser les intérêts propres de chaque État, la coordination de leurs différentes politiques économiques et l'établissement de cadres juridiques communs pour l'activité économique. Derrière cet affichage, il s'est toujours agi pour les États les plus puissants, USA en particulier, d'imposer la défense de leurs intérêts au nom de l'ensemble. Il convient de donner l'apparence, comme le déclarait le président américain à Cannes, que « les gouvernements peuvent

agir et ne sont pas condamnés à subir ». Malheureusement pour les illusions, il ressort clairement du sommet de Cannes, et des précédents, que le monde de la finance dicte ses exigences aux gouvernements élus.

Le premier invité fut, non pas le peuple grec, mais le référendum proposé par Papandréou. Quelles que soient ses motivations propres, il était insupportable à Merkel et Sarkozy, que l'on puisse convier des gueux à leur table. Depuis la Commission trilatérale de la fin des années 1970, (dont Barre et Delors étaient d'éminents membres), il est bien connu que les affaires économiques sont beaucoup trop sérieuses pour être soumises aux aléas électoraux

qui constituent « un obstacle au développement économique ». La convocation pure et simple de Papandréou, par le couple franco-allemand, est une manière d'humilier non seulement le peuple grec, mais tous les dominés de la planète. Leurs gémissements ultérieurs vis-à-vis tant d'Obama que du président chinois Hu Jintao, que Sarkozy a attendu de longue minutes sur le perron, en dit long sur les rapports hiérarchiques entre ceux-là mêmes qui nous dirigent.

Le second invité a été le peuple italien auquel on a signifié sa mise sous tutelle par le FMI, chargé de vérifier que les injonctions des marchés financiers étaient bien suivies.

SUITE PAGE 2



(REUTERS/KHALED ABDULLAH ALI AL MAHDI)

REGARDS

Yémen: « Dorénavant, ce régime est mort. »

Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

CAMPAGNE

Poutou 2012.

Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE

La Palestine à l'Unesco: et après ?

Page 9



Agenda

10 novembre, logement, mobilisation, Paris. Une journée de manifestation et d'action sur le logement est organisée à l'appel du Collectif urgence un toit, du Collectif des associations unies pour une autre politique du logement des personnes sans-abris et mal-logées, de la Coordination nationale des professionnels de l'urgence sociale, de la plateforme « Un chez-soi pour tous », et de la plateforme Logement des mouvements sociaux. RV à 14 heures, devant le Sénat, 15 rue de Vaugirard Paris 6^e (M^o Odéon ou RER Luxembourg).

11-12 novembre, FSQP, Saint-Denis. Le Forum social des quartiers populaires 2011 aura lieu à Université de Saint-Denis Paris 8 (M^o Saint-Denis Université). RV à partir de 14 heures le 11 jusqu'à minuit le 12. (lire pages 6&7)

12 novembre, aéroport NDLL, tracto-vélo, Paris. La coordination des opposants au projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes (NDL), près de Nantes (44) organise du 6 au 12 novembre, un déplacement en tracteurs et vélos. RV à 10h30, Porte d'Orléans.

12 novembre, Louviers antimilitariste. Comme chaque année, le NPA invite à saluer la mémoire des mutinés de 1917 en chansons : *Le Déserteur, La Chanson de Craonne, La Butte rouge...* Hier comme aujourd'hui, c'est pour engraisser les marchands de canons que des pauvres gars se font trouer la peau. Il y a 50 ans, tous les jeunes hommes du pays ont été enrôlés de force dans la honteuse guerre contre la légitime indépendance de l'Algérie. Aujourd'hui, ceux qui s'engagent pour trouver un revenu et un métier se retrouvent souvent au service des intérêts des grands groupes capitalistes français en Afrique (de la Lybie à la Côte d'Ivoire) ou en Afghanistan. Troupes françaises hors d'Afghanistan tout de suite ! RV à 11 heures devant l'église.

17 novembre, Octobre 1961, Projection-débat, La Brèche, Paris. La librairie La Brèche organise une projection-débat du film de Daniel Kupferstein, *Dissimulation d'un massacre* sur le 17 octobre 1961 produit par la Brèche. RV à 18 heures, 27 rue Taine, Paris 12^e (M^o Daumesnil).

17 novembre, sans-papiers, réunion publique, Besançon. Le comité NPA de Besançon organise une réunion publique sur la grève des travailleurs sans papiers, avec des acteurs de la lutte. RV à 20 heures au centre Mendès-France, 3, rue Beauregard.

18 novembre, eau, meeting. La Fondation Copernic organise un meeting unitaire sur le thème : « *L'eau bien commun : démocratie, écologie, égalité d'accès* ». RV à 18h30 salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan, Paris 2^e (M^o Sentier).

17-18 novembre, festival féministe, Angers. Le NPA sera partie prenante du Festival D'égal à égales pour défendre l'IVG et promouvoir le féminisme. Infos : www.degalaegales.blogspot.com

Lire aussi en page 5, tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou

UN G20 CONTRE LES PEUPLES

SUITE DE LA PAGE 1

Dans ces conditions, tout vote est inutile : les décisions sont prises ailleurs et par d'autres. Mais cela se justifie par le fait que l'Italie représente 17% du PIB de la zone euro (contre 3% pour la Grèce). Comme l'a souligné Barack Obama, « *S'il y a contagion à des pays plus importants, nous pourrions finir dans une situation ingérable.* » Outre le mépris affiché de toute démocratie, il est intéressant également de juger les résultats de ce sommet par rapport aux objectifs assignés par Sarkozy dans son discours du 21 janvier 2011.

G VAIN

Certes, les capacités financières du Fond de solidarité européenne (FSE) passent de 440 milliards d'euros à 1 000 milliards d'euros. Mais les modalités de cette augmentation ne sont pas définies. Sur ce point, il est clair que le président français a été renvoyé dans les cordes par les puissances dominantes. Alors qu'il entendait privilégier une articulation avec la BCE, favorisant une création monétaire propre, tant l'Allemagne que les USA

ont tenu à garder la haute main sur le contrôle du crédit en contraignant le FSE à rester dépendant des marchés financiers. L'éventualité même d'une contribution chinoise a été examinée.

La déclaration finale du sommet se contente de vagues intentions ne comportant aucune contrainte pour les États sur la taxe sur les transactions financières dont seule la possibilité est évoquée ; le même flou est de mise en ce qui concerne l'harmonisation des conditions sociales. Quant à la régulation des marchés financiers, elle est renvoyée à la compétence du Conseil de stabilisation, créé en 2009, qui doit collaborer avec l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) pour une mise en place d'une maîtrise des marchés financiers. L'OICV a déjà tellement fait la preuve de sa capacité à contrôler les marchés financiers qu'elle a pour but de développer !

Lors du précédent G20 de Londres, l'engagement avait déjà été pris de lutter contre les paradis fiscaux. Dans un premier temps, nous avons vu la liste de ces derniers fondre comme neige au soleil,

nous attendons toujours les mesures concrètes destinées à les contraindre de remettre en cause leurs activités...

La déclaration finale affiche la volonté d'augmenter la production agricole de 70% d'ici 2050, ce qui doit ravir les producteurs d'OGM et autres pesticides et engrais chimiques. Tant pis, notamment, pour les algues vertes...

L'idée de doter le G20 d'une institution stable permettant d'organiser la coopération permanente entre ses membres a été clairement refusée, les USA et l'Allemagne préférant garder les mains libres sur les décisions mettant en cause leurs intérêts propres. Seule concession apparente, le rythme des G20 va s'accélérer puisque le prochain est prévu dès juillet 2012, au Mexique.

En revanche, n'ont pas été invités les participants au Forum des peuples qui s'est tenu au même moment à Niono au Mali. Sans doute parce que leurs exigences étaient difficilement compatibles avec celles des maîtres de la finance...

Louis Adam

regards

Propos recueillis par une correspondante

YÉMEN « Dorénavant, ce régime est mort »

Depuis janvier dernier, le Yémen connaît une mobilisation sans précédent qui ne faiblit pas malgré la terrible répression menée par le régime. Entretien avec Abdelalim Al-Amoudi, représentant de la Coalition de la jeunesse de la révolution yéménite en France.

Commençons avec l'actualité, où en est la révolution au Yémen aujourd'hui ?

Depuis le début de la révolution, le régime a déjà perdu le plus important : sa cote de popularité. Dorénavant, ce régime est mort. Quoi que fassent ses alliés saoudiens, il ne survivra pas, ce n'est plus qu'une question de temps. Ce sont les Saoudiens, suivis des autres pays du Golfe qui, avec leur pseudo-initiative, ont maintenu le régime en vie au moment où il n'avait plus aucune chance. Mais, même ces derniers sont en train de chercher des remplaçants potentiels pour succéder à Ali Abdullah Saleh qu'ils ont maintenu au pouvoir depuis 1978. Pour les Saoudiens et tous les pays du Golfe, une démocratie au Yémen risque d'être contagieuse dans leurs propres pays, beaucoup plus que la Tunisie et l'Égypte. Il faut l'éviter à tout prix.

Quelle est la position de la communauté internationale et plus particulièrement de l'Europe ?

Prenons l'exemple de la France : le discours et la politique de la France envers la Libye et la Syrie a dépassé les simples condamnations de la répression menée par les régimes. Mais quand il s'agit du Yémen, les valeurs de la France changent. En plus de la pression américano-saoudienne sur la communauté internationale dont le but déclaré est de donner plus de temps au régime de Saleh, je crois que la France a d'autres calculs à faire aussi. Total a investi plusieurs milliards d'euros au Yémen, à quel point cela joue-t-il dans la politique de la France envers le dictateur ? Nous ne demandons pas au monde une intervention militaire. Nous sommes opposés à toute intervention extérieure, mais nous exigeons l'arrêt immédiat du soutien au dictateur. Saleh joue la carte d'Al-Qaïda, il veut faire comprendre au monde entier que le Yémen tombera aux mains d'Al-Qaïda. Pour cela, il joue sur deux niveaux. Saleh leur a livré deux gouvernorats, Shabwa et Abyane. Mais il faut savoir que les attaques qu'il lance soit-disant contre Al-Qaïda dans la zone d'Abyane, au nom de la lutte antiterroriste, ont causé la mort d'une brigade militaire qui avait rejoint la révolution, et qui, avec des combattants des clans de la région, étaient à deux doigts de libérer Abyane d'Al-Qaïda.

Quel est le poids d'Al-Qaïda dans la rue yéménite ?

Al-Qaïda au Yémen n'est pas la menace que le régime veut faire croire. Al-Qaïda n'aurait jamais trouvé sa place dans notre pays si le régime n'avait pas veillé à la consolider d'une manière ou d'une autre, afin de l'utiliser comme carte avec les Américains. Rappelons-nous que même quand le régime arrêtait des cellules d'Al-Qaïda, les prisonniers arrivaient toujours à s'échapper de prison par dizaines. En juin dernier, 63 prisonnier d'Al-Qaïda se sont évadés de la prison de Makala hautement surveillée. Le véritable danger au Yémen est la situation économique catastrophique causée par ce régime. Dans cette situation de crise économique et d'effondrement des services publics, Al-Qaïda et d'autres ont plus de chances de recruter. Enfin, nous pouvons considérer qu'après le départ de Saleh et de la fin de la corruption, une fois instaurés la démocratie et le partage des richesses, Al-Qaïda disparaîtra d'elle-même.

Pouvez-vous nous parler de l'opposition ?

Le mouvement au Yémen a été lancé par des jeunes qui ne sont pas issus de l'opposition traditionnelle, en grande partie domestiquée soit par le régime, soit par les Saoudiens. Ces forces traditionnelles de l'opposition, appelée le Forum commun (al-liqaa al-moshtarak) ont rejoint le mouvement bien plus tard et n'ont servi qu'à le freiner. Au mois de mars, après le massacre de la « Journée de la dignité », où le régime a tué plus de 50 manifestants, c'est cette opposition qui est intervenue pour lui sauver la peau, sachant que les manifestants étaient sur le point de chasser le régime pour de bon. Cette intervention pour le pseudo-dialogue et pour arrêter l'affrontement a permis au régime de regagner du terrain. Politiquement, l'opposition traditionnelle essaie d'aider les Saoudiens à trouver une alternative à Saleh, tout en garantissant le maintien du régime, à travers l'initiative du Conseil de coopération des pays du Golfe.

Quel est l'avenir de la révolution ?

Comme je l'ai dit avant, le régime est déjà mort. Sa chute n'est qu'une question de temps. La révolution a affronté beaucoup d'obstacles, et personne ne pourra l'arrêter. Vendredi prochain, nous manifesterons dans tout le Yémen avec pour mot d'ordre « *Rectifions le cours de la révolution* », afin d'écarter toute tentative de détournement de la révolution. La question pour nous aujourd'hui est de savoir comment remettre le pays sur pied et de le développer économiquement en exploitant ses richesses. Ce sont les défis que nous devons relever après le départ de Saleh.



Taiz, le 1^{er} novembre. Manifestation pour réclamer le départ du président Saleh. (REUTERS/KHALED ABDULLAH ALI AL MAHDI)

Grèce, la crise mise en scène

Dimanche 6 novembre, les télés grecques organisent depuis le matin le spectacle : gouvernement d'union nationale ou pas, et avec quel Premier ministre ? Quelques jours après le faux suspense du « référendum », tout continue à être fait pour déposséder la population de son terrain d'expression réelle : la mobilisation de classe !

Les règles du pouvoir aujourd'hui posées, avec comme enjeu de savoir si le Premier ministre qui accentuera l'étranglement de la population sera Pasok ou Nouvelle Démocratie (ND) ou même sans parti, sont sans ambiguïté : pas question de donner la parole au peuple ! Mais il ne faut pas s'y tromper : l'annonce d'un référendum par le Premier ministre Papandréou relevait de la même confiscation, et il n'y avait aucune raison de se féliciter d'une initiative qui aurait été la conséquence de la pression populaire, relevant ainsi d'une démarche démocratique... En fait de démocratie, en Grèce, aucune force de gauche ne demandait à ce moment un tel référendum ! De plus, il semble bien que le ministre de l'Économie allemand ait été assez tôt mis dans la confidence de cette manœuvre de la direction Pasok, avancée pour forcer le chef de la ND, Antonis Samaras, à accepter un gouvernement d'union nationale. Mais le plus important, c'est que le cadre d'un tel référendum s'esquissait déjà : organisé en décembre, avant le versement de la 6^e tranche attendue, avec chantage aux caisses vides et salaires de fonctionnaires non réglés... Un chantage mille fois supérieur à celui du référendum européen en France en 2005. Dans une situation de survie qui commence à se poser pour des centaines de milliers de familles, quel en aurait été le cadre démocratique ? Et pourtant, cette annonce a débouché sur une crise politique retentissante.

CRISE POLITIQUE HISTORIQUE
D'abord celle du Pasok, aujourd'hui totalement désavoué par son

électorat et en proie à une crise interne peu visible à la direction (les députés râlent mais finissent par approuver, comme on vient de le voir avec le vote de confiance de vendredi soir), mais évidente à la base, syndicale en particulier. Non seulement la direction est à l'opposé de ses promesses électorales minimalistes de 2009, mais son comportement est celui d'un pouvoir réduit à la répression, sans autre perspective que de s'accrocher à ses privilèges, et au service du capitalisme faute de projets alternatifs. Papandréou navigue chaque jour davantage à vue, et son référendum refusé par l'opposition depuis plusieurs mois, est venu juste après les grosses manifestations populaires le jour de la fête nationale. Ce n'était donc qu'un petit coup de poker d'un politicien en fin de course, même si cela a troublé le show rêvé par Sarkozy pour le G20. Et pourtant, la panique qui en a découlé révèle la terreur des politiciens bourgeois devant les conséquences incalculables du moindre grain de sable ! D'où l'ordre de l'UE de ne pas organiser le référendum, le retournement immédiat et la recherche d'un gouvernement d'union nationale qui pourrait disposer d'une autorité provisoire suffisante pour asséner la suite des mauvais coups voulus par le FMI et l'UE.

QUELLES PERSPECTIVES ?
Hormis l'extrême droite appuyant Papandréou, voyant là l'occasion de se renforcer et de préparer des lendemains encore plus musclés, aucune direction politique ne voulait, jusqu'à cette semaine, d'union nationale. La droite s'y prépare désormais, jouant la montre pour



gagner le plus de strapontins, sachant que les élections législatives qu'elle réclame ne donneront pas de majorité (dans le meilleur des cas, 30% pour elle, 20% pour le Pasok, 10% pour le KKE - PC grec). Mettre en avant la tenue de législatives comme le font le KKE et Syriza (gauche radicale) n'est donc pas la solution à la crise politique : il est de plus en plus clair que la crainte des bourgeoisies grecque et européenne, ce sont les mobilisations croissantes, avec chaque fois de nouveaux exemples. Ainsi, cette semaine, des mairies de banlieues populaires appellent les citoyens à ne pas payer les taxes sur le logement tombées avec les factures d'électricité, se retrouvant sur la

même ligne que des mouvements comme « Den Plirano » (« Je ne paie pas ») ! Que les mobilisations gagnent en puissance et en confiance, avec comme préalable d'imposer l'unité d'action à gauche, voilà qui semble la seule perspective qui permettrait de poser ce qui devient l'enjeu : la question du pouvoir ! C'est dans une telle perspective que vient d'ailleurs de se tenir le congrès du rassemblement de la gauche anticapitaliste Antarsya, avec 900 délégués représentant 3 000 membres répartis dans 70 comités. Acte prometteur, nous y reviendrons !

A. Sartzekis



Par **Antoine Larrache**

ORGANISER LA RIPOSTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ DE FILLON ET SARKOZY !

Fillon vient d'annoncer un nouveau plan de rigueur de 19 milliards d'euros sur deux ans. L'augmentation de la TVA de 5,5 à 7% sur une partie des produits et des services (sauf l'énergie, la vente de produits alimentaires), l'accélération de la réforme des retraites, la réduction des budgets sociaux et le gel des prestations sociales à 1% sont une façon de transférer ces milliards des poches des classes populaires vers l'appareil d'État. De l'aveu même de Fillon, il s'agit du « plus grand plan de rigueur depuis 1945 ». Une politique qui ne pourra d'ailleurs que renforcer la crise, en cassant la consommation et en renforçant la crise de surproduction. L'objectif du gouvernement revêt plusieurs dimensions :

- donner des gages aux banquiers et aux agences de notation, en montrant sa capacité à faire payer les classes populaires,
- franchir un nouveau cap dans la surexploitation du monde du travail,
- adapter l'ensemble de l'Europe à une concurrence exacerbée avec les États-Unis et les « pays émergents ».

Les derniers événements survenus en Grèce sont directement liés à ce plan de rigueur : elle est le terrain d'essai, pour les capitalistes, d'un saut dans l'exploitation des travailleurs. Un test de la capacité du mouvement ouvrier à résister à de telles mesures.

Un test, au contraire, des capacités de la classe dominante à unifier autour d'elle les partis politiques de gestion du système. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la formation d'un gouvernement d'union nationale en Grèce, avec la droite et le PS, mais aussi les déclarations de François Hollande pour « donner du sens à la rigueur ». Ces événements mettent au premier plan la nécessité d'une riposte du monde du travail. Le NPA propose que l'ensemble de la gauche sociale et politique, les syndicats comme les partis, se réunisse dans les prochains jours pour l'organiser. Ces événements montrent aussi l'urgence d'une rupture avec le capitalisme, de refuser le paiement de la dette, de saisir les banques, d'augmenter les salaires.

en brèves

Ras le casque et plein les bottes ! Dans tout le pays, depuis plusieurs semaines, les pompiers professionnels se mobilisent à l'appel de leurs syndicats CGT, SUD, CFDT et Autonome contre le protocole d'accord signé en catimini par trois organisations syndicales minoritaires (CGC, FO, CFTC). Ce texte est un recul social sans précédent avec des conditions de déroulement de carrière très défavorables aux basses catégories, pas de reconnaissance sur la dangerosité du métier, pas d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire pour les bas salaires sans oublier l'introduction du clientélisme par la suppression du concours d'entrée... Le 3 novembre, nous étions plus de 10 000 à manifester en tenue de travail entre République et Denfert-Rochereau, auxquels il convient de rajouter les grévistes dans les centres de secours, sans oublier toutes celles et ceux qui réquisitionnés ont été contraints d'assurer leur mission de service public. C'est donc plus d'un tiers de la profession qui s'est mobilisé en seulement un mois contre ce protocole au rabais...

Le gouvernement Sarkozy a fait le choix du mépris en refusant l'ouverture de véritables négociations avec les organisations syndicales représentatives. Comme tous les fonctionnaires, les pompiers sont régulièrement l'objet d'attaques. Ils seraient des nantis, des mammoths avec de la mauvaise graisse. Pourtant ces « ouvriers du feu » subissent une pression opérationnelle croissante pour une rémunération de départ de 1300 euros. Les vocations s'essouffent à force d'usure. Être pompier, affronter les flammes, les maux grandissants de notre société est un métier de passion, mais aussi un métier à risques. Mais comme le répètent inlassablement les organisations syndicales : « Les gouvernements de gauche comme de droite ne reconnaissent la dangerosité et la pénibilité de notre profession que devant nos cercueils. » Les sapeurs-pompiers ont l'habitude de répondre favorablement aux appels. Il est temps, maintenant que le gouvernement réponde aux leurs. Une nouvelle action dans toutes les régions de France aura lieu le jeudi 17 novembre.

Les Indignés à la Défense. Malgré le froid et la pluie, une poignée d'Indignés tient toujours chaque nuit le parvis de la Défense depuis maintenant vendredi. En effet, au pied de la Grande Arche de la Défense, lieu symbolique de la finance française, s'est constitué un nouveau campement d'Indignés à l'initiative des mouvements Démocratie réelle Paris, Indignés de la Bastille, Uncut France, Occupy Paris et les Pas de Noms. Chaque après-midi, entre 150 et 250 personnes se réunissent en assemblée générale. Ces hommes et ces femmes prennent la parole pour dénoncer pêle-mêle la crise, l'austérité et le manque de démocratie. Se considérant comme les 99%, ils martèlent qu'ils ne laisseront plus le 1% décider de leur avenir et de l'avenir du monde à leur place. Malheureusement en France, le rapport de forces n'est pas encore très favorable au mouvement. Outre le fait que l'organisation est très souvent chaotique, le mouvement des Indignés souffre parfois d'un manque de perspective et donne l'impression de tourner en rond. Si des groupes

de travail intéressants se mettent en branle pour coordonner les actions entre les différentes places mondiales, favoriser la communication vers les médias et mieux protéger les participants, l'heure n'est pas encore à l'optimisme du côté français. Les Indignés sont encore bien moins nombreux que les forces de l'ordre sur le parvis de la Défense. Ces dernières apparaissent en effet comme une entrave importante au mouvement. Outre les interpellations et les violences nocturnes quasi quotidiennes pour déloger les Indignés (faisant deux blessés le week-end dernier), les forces de police s'emploient à leur retirer toute pancarte ou banderole susceptible de rendre visibles les 99%. Les conditions sont donc particulièrement difficiles pour ceux qui restent, surtout quand on leur confisque les couvertures de survie à 3 heures du matin ! Mais loin de se décourager les Indignés réfléchissent déjà à d'autres initiatives, notamment le 10 décembre, journée mondiale pour les droits humains. Les 99% restent petits mais bien déterminés malgré tout !

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

Battre Sarkozy et battre l'austérité

Sarkozy est devenu le candidat de l'austérité et, Fillon, qui se faisait reprendre lorsqu'il disait qu'il était à la tête d'un État en faillite, peut se réjouir. Comme à l'accoutumée, les plus riches n'ont rien à craindre.

Le candidat du « pouvoir d'achat » de 2007, Nicolas Sarkozy, sera le candidat de l'austérité en 2012.

Il ne s'est pas contenté d'imposer l'austérité aux Français, mais bien à toute l'Europe.

Le gouvernement qui applique sa politique depuis son élection, comme ceux auxquels il a participé auparavant, s'inscrit déjà dans cette logique. Car si on dresse un bilan, on voit à la fin du mois qu'on travaille plus pour avoir moins et que défiscaliser les heures supplémentaires n'est que du salaire socialisé en moins. Le bilan est simple à faire. D'un côté, il y a la casse sociale : suppression de postes dans l'éducation, loi LRU, réforme des retraites, politique raciste, chasse aux sans-papiers... De l'autre et dans la même logique, les cadeaux aux riches : le bouclier fiscal, la suppression de la taxe professionnelle, les milliards donnés aux banques et multinationales sans contrepartie... S'ajoutent à ce triste bilan les affaires ou encore le bal des valises qui entachent ce début de campagne avec pour toile de fond, des vendeurs de canons pour lesquels Nicolas Sarkozy, de l'Afghanistan à la Libye, a été un bon président et sera donc un bon candidat.

On est bien loin du travailler plus pour gagner plus. L'omniprésident incarne, par sa politique et son projet, l'austérité. Une austérité qu'il veut imposer à tous les peuples. La règle d'or ne fait plus débat, car que les peuples l'aient votée ou non, elle est imposée par le tandem franco-allemand qui exigent la retraite à 67 ans en Italie, les baisses des salaires en Espagne, au Portugal...

C'est bien Sarkozy qui, avec Angela Merkel, agit lors du G20 comme sauveur des banques face au peuple grec.

Toutes ces mesures annoncées pendant le G20 et que l'Europe impose depuis 2008 ne s'arrêteront pas aux pays que les marchés avaient gracieusement nommés PIGS (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne). Ces attaques d'une violence inouïe risquent de se généraliser à l'Hexagone, si Sarkozy est élu en 2012.

DÉTRUIRE LES ACQUIS SOCIAUX

Quand François Fillon parle du budget le plus austère depuis 1945, c'est déjà bel et bien les prémices d'un avenir encore plus sombre pour les salariés.

Car l'austérité frappe bien entendu plus fort les salariés que les entreprises du CAC 40 et son lot d'actionnaires. L'augmentation de la TVA (1,8 milliard d'euros), l'impôt le plus inégalitaire qui soit, rapportera plus que l'augmentation ridicule de 4 points du prélèvement sur les dividendes (600 millions d'euros) additionnée aux 5% d'augmentation de l'impôt sur les sociétés (250 millions d'euros).

L'allusion à l'année 1945 est un aveu programmatique important. Il s'agit bien de démonter tous les acquis restants du programme du Conseil national de la Résistance. Les retraites en font partie tout comme la Sécurité sociale qui est de plus en plus attaquée. De la loi Bachelot aux déremboursements croissants, revenir à l'avant 1945, c'est-à-dire livrer la Sécurité sociale aux assurances privées, est le programme de l'austérité imposé partout dans le monde par le FMI, la BCE et le petit Nicolas.

C'est le programme de cette droite que nous voulons défaire dès aujourd'hui dans la rue contre les mesures d'austérité annoncées par François Fillon, mais aussi demain dans les urnes, sans illusion sur le sens à donner à la rigueur, de François Hollande. Infilions à la droite et à Nicolas Sarkozy la défaite qu'ils méritent, une défaite aux couleurs des anticapitalistes.

Thibault Blondin

Préparer la nécessaire transition énergétique

Réponse à la lettre de Jean-Luc Mélenchon proposant une campagne pour un référendum sur l'énergie.

Dans une lettre ouverte à Hollande, Joly, Artaud et Poutou, Jean-Luc Mélenchon propose l'organisation d'un référendum sur les questions énergétiques, en partant du postulat qu'il faut dépasser le clivage sur la question du nucléaire « qui divise la gauche ».

En réalité, la question de la sortie totale du nucléaire (sans parler des rythmes de sortie), différencie les organisations qui assument un profil antiproductiviste et écologiste de celles dont ce n'est pas le projet. La teneur prévisible des accords entre le PS et Europe Écologie-les Verts sur cette question – abandon de la sortie programmée du nucléaire par EELV en échange d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale – indique le degré de motivation de certaines organisations vis-à-vis de leurs revendications, mais aussi l'espace ouvert pour une gauche inflexible sur ces questions.

Plus encore depuis la catastrophe de Fukushima, les organisations politiques qui portent un projet de transformation de la société, juste socialement et responsable écologiquement, se doivent d'en tirer les conséquences concrètes dans leur programme politique et leurs mesures de transition. Or, contrairement à ce que sous-entend Mélenchon, la convergence pour la sortie du nucléaire existe tout autant que la convergence pour la sortie des énergies carbonées. Elles sont indissociables du point de vue de l'unité des mobilisations et des acteurs, comme du point de vue de la cohérence d'une transition énergétique qui remette en cause la logique de profit et de surconsommation infinie, incompatible avec les exigences environnementales et sociales.

Par son caractère intrinsèquement gaspilleur et antidémocratique, par les dangers insurmontables qu'elle représente pour les vies humaines et par les investissements très coûteux et non durables qu'elle implique, la poursuite de l'industrie nucléaire est incompatible avec la nécessaire transition

énergétique radicale. La majorité des mouvements sociaux et écologistes mobilisés sur le thème de la transition énergétique allient cette double nécessité : réduction drastique de la dépendance aux énergies fossiles et sortie du nucléaire. En tant qu'organisation politique de gauche, écologiste et radicale, nous ne pouvons être en-deçà.

En ce qui concerne les modalités de ce changement, nous sommes évidemment très favorables à une campagne politique unitaire pour une transition énergétique juste socialement et durablement. L'ampleur d'une telle campagne ne peut se limiter à l'exigence d'un référendum, dont les conditions démocratiques demandent à être précises : qui l'organise ? La question de la sortie ou non du nucléaire sera-t-elle posée ?

Lorsque nous nous sommes engagés collectivement en 2005 dans l'exemplaire campagne pour le Non au TCE, nous avions un point de vue commun à partager et une position commune à défendre. Dans le cas d'espèce, quelle(s) réponse(s) proposera le Front de Gauche à ce référendum ? Poursuite du nucléaire et mix énergétique pour le PCF ? Sortie progressive, programmée pour le PG ?

La consultation populaire ne peut être instrumentalisée pour éviter de résoudre des contradictions internes au Front de Gauche. La gravité de la situation sociale et écologique, l'anxiété légitime des populations



Rennes, le 15 octobre. Manifestation antinucléaire. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ALICE D.)

vis-à-vis du danger nucléaire mais aussi de la précarité énergétique grandissante imposent des choix clairs, maintenant. Aussi, le NPA répond-il bien évidemment favorablement à toute proposition pour une campagne large de convergence, de mobilisation et d'explications populaires pour une transition énergétique combinant la sortie du nucléaire, la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans une logique d'appropriation sociale des secteurs de l'énergie et de justice pour les travailleurs et la population.

Commission écologie

Échos de campagne

Avec Philippe Poutou, dans la manifestation contre le G20

Près de 10 000 personnes ont défilé le 1^{er} novembre, à Nice contre le G20, dont notre camarade Philippe Poutou. Si les rendez-vous altermondialistes ne rassemblent plus autant que dans les grandes heures du mouvement, nous avons fait passer un message aux dirigeants de la planète : partout où ils se réuniront pour décider de notre sort, nous serons présents !

Ce G20 avait des enjeux majeurs pour les capitalistes : accorder

tant bien que mal leurs violons pour faire payer la crise aux jeunes, aux travailleurs, aux peuples du Sud.

Pour nous aussi, ce rendez-vous revêtait une importance particulière. Nos résistances sont à l'image de la crise du capitalisme, multidimensionnelles. Elles sont écologistes, contre les forages de gaz de schiste ou pour la sortie du nucléaire. Elles sont antiracistes face aux expulsions de sans-papiers, internationalistes contre les dictatures et les

guerres impérialistes. Le refus de l'austérité s'exprime dans les lycées, les universités, les quartiers populaires dans la défense des services publics. La résistance est dans les entreprises, contre les licenciements comme chez PSA ou pour la reprise en main de l'outil de travail comme chez les Fralib de Marseille, à qui Philippe a rendu visite à l'occasion... Le ras-le-bol mondial s'exprime à travers les rassemblements des IndignéEs de Madrid, des « 99% »

de New York, des grévistes à Oakland ou Athènes...

La présence de Philippe à Nice était donc naturelle. Notre campagne vise à contribuer à amplifier ces luttes une par une, à construire la convergence, ici mais aussi à l'échelle internationale, sortir de l'isolement sectoriel, refuser radicalement le repli national et affirmer notre solidarité internationaliste pour qu'un autre monde devienne possible !

Jean-Baptiste Pelé

« Notre force, c'est le collectif »

Depuis deux mois, maintenant, Philippe Poutou est le candidat du NPA. Nous l'avons interrogé sur son bilan de ce début de campagne, et notamment, sur ce qu'il pense du passage dans les médias.

Comment apprécies-tu ces deux mois de pré-campagne ?

Comme des millions d'anonymes, je n'étais pas prédisposé à devenir candidat à l'élection présidentielle. C'est une tâche militante très particulière que j'espère remplir le mieux possible. Les passages dans les médias et les meetings sont les plus délicats. Il n'est pas naturel de devenir le « visage » et le porte-parole d'une organisation. Les meetings sont l'occasion de rencontrer les camarades de villes différentes, de discuter, de partager des moments chaleureux. De même, les manifestations (antinucléaires à Rennes, anti-G20 à Nice, la commémoration du 17 octobre 1961...), les déplacements pour soutenir les luttes (maternité des Lilas, Fonderies du Poitou, Fralib...) permettent de vivre de chouettes moments de solidarité et de fraternité, tout ce qui constitue l'activité « ordinaire » d'un militant ouvrier.

L'émission de Ruquier a suscité un flot de réactions sur Internet et dans la presse. Comment l'as-tu vécue ?

J'ai été surpris par l'importance des réactions. Je n'ai pas vécu cette émission comme un piège. Je n'ai pas été humilié ! Certes, il y avait de la condescendance et sans doute du mépris de la part des journalistes. Il y a eu aussi cette belle leçon de prof d'Onfray. Mais tout cela n'est pas un scoop. Des donneurs de leçons, on en voit tous les jours, on rencontre partout des gens qui croient qu'un ouvrier c'est forcément « simpliste » ou « sectaire » et pas à la hauteur. La violence du mépris social n'est pas la plus criante sur un plateau télé ou radio. C'est dans notre quotidien, au travail, que nous subissons l'humiliation du patron, l'autorité mesquine d'un chef. Dans nos quartiers avec des conditions de vie de plus en plus précaires. Il faut donc relativiser. En clair, je n'ai pas perçu les participants comme des ennemis de classe. Rien à voir avec des politiciens ou des patrons. Cela ne signifie pas que j'ai maîtrisé la situation. Intimidé par l'enjeu, je n'ai pas toujours réussi à défendre des points de notre programme même si on tient compte des coupes opérées au montage dans mes réponses. C'est un manque d'expérience. J'ai eu beaucoup de retours très sympas dès le lendemain, par mail, dans la rue, au travail.

Tu insistes sur la nécessité d'une campagne collective. Qu'en est-il ?

La personnalisation dans ces élections est un gros problème. C'est à l'opposé de ce que nous sommes. Nous devons vivre avec ce paradoxe. Nous présentons un candidat alors que nous sommes contre le pouvoir présidentiel, contre le pouvoir d'un individu et savons qu'il n'est pas possible de représenter une organisation militante collective comme la nôtre avec un seul visage. Contraints de choisir un candidat, nous pouvons au moins résister sur tout ce qui va avec. C'est peut-être utopique, mais nous devons tout faire pour montrer une candidature



Bordeaux, 5 novembre. Philippe Poutou a participé à la fête du NPA 33. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/BASILE R)

collective, en mettant en avant plusieurs camarades, partout où nous intervenons, dans nos publications. Nous devons montrer que nous sommes un collectif, une organisation : les idées que je défends sont le résultat d'un travail collectif, d'expertEs, de milliers de militantEs. Notre force, c'est le collectif.

Comment réagis-tu aux échos de la presse sur les difficultés et divisions du NPA ?

Il est énervant (il faut bien l'avouer) de voir ces articles sur la crise du NPA alors que c'est d'une autre crise, la vraie, que nous aimerions parler. Cette élection doit être le moyen de défendre largement nos idées anticapitalistes, nos perspectives politiques. Les médias s'intéressent à nos débats internes comme s'ils étaient soucieux de nos

difficultés. C'est un détournement malhonnête alors que nous sommes déjà handicapés par une présence réduite. Quel gâchis ! Nous sommes doués pour nous compliquer la vie. C'est terrible d'être interrogé sur les réflexions de camarades, dirigeants du NPA, affirmant que le candidat est ouvrier et sectaire et s'entendre dire que « quand on a de tels amis dans son parti, on n'a pas besoin d'ennemis ! » Malgré les désaccords parfois profonds, j'espère que nous réussirons à faire la campagne ensemble, à retrouver au fil des mois l'unité qui nous manque. Je me dis que c'est largement possible et que tous ceux qui rigolent de l'agonie du NPA ne comprennent rien.

Et dans ta boîte, comment ta candidature est-elle perçue ?

Les copains, les collègues moins proches ont vu dans ma candidature un événement : un gars comme eux devenait candidat et allait passer à la télé. Énormément de collègues s'identifient à cette candidature. C'est un peu comme si j'étais leur candidat, le candidat des « Ford » et pas seulement celui du NPA. Des collègues qui ne votaient pas à gauche ou qui n'ont jamais voté disent qu'ils voteront pour moi. Ils me racontent des discussions dans leurs familles, avec leurs voisins. Les collègues n'auront jamais autant discuté des présidentielles, de politique car maintenant ils réagissent sur ce que je dis à la télé comme sur le droit de vote des immigrés, sur la démocratie, sur Strauss-Kahn, plus seulement sur les aspects personnels.

Propos recueillis par Robert Pelletier

210 parrainages : 2^e étape franchie

La recherche des promesses de parrainages commence à prendre forme, grâce aux départs pendant les dernières vacances scolaires. Nous avons ainsi dépassé les 210 promesses, 50 d'entre elles ayant été obtenues dans les quinze derniers jours. Une progression qui correspond aussi à une accélération de la campagne de Philippe Poutou.

Le démarrage a été lent au retour des congés d'été. Mais depuis octobre, tout s'accélère : les meetings s'enchaînent, avec de belles réussites, comme ceux de Bordeaux, Nanterre et Toulouse. Les premières affiches permettant de faire connaître notre candidat sont sorties, divers argumentaires, le site internet a été mis en ligne. Pendant ce temps, appuyé sur cette campagne collective, notre camarade Philippe a commencé à se faire connaître, notamment dans les médias. Le lien est clair et direct : le nombre de parrainages obtenus a augmenté en conséquences. 85 début septembre, 115 fin septembre, 150 mi-octobre, 210 ces derniers jours. Même si certaines promesses ne nous sont sans doute pas encore parvenues.

REBONDIR POUR CONTINUER À ACCÉLÉRER

Nous avons donc franchi la deuxième étape : rattraper notre retard à l'allumage. La première était de démarrer la mobilisation. Cela a été très lent au mois de septembre, maintenant, c'est parti. Mais l'erreur serait de penser que tout va, que nous pouvons faire une petite pause... Au contraire, nous devons nous servir de ce que nous avons fait ces dernières semaines pour accélérer la recherche. En sachant que cela fonctionne : en Seine-Maritime et dans l'Aisne, nous avons déjà plus de promesses qu'il n'y en avait en 2007 pour Olivier Besancenot. Et en prenant en compte qu'il sera difficile de tenir un rythme soutenu pendant les vacances de décembre, il faut donc prendre un peu d'avance avant cela. Bien sûr, cette recherche prend du temps et n'est pas l'aspect le plus enthousiasmant du militantisme. Mais cela fait aussi partie de ce genre d'activités qui créent des liens forts entre militantEs. Et, surtout, c'est le prix à payer pour notre indépendance politique et notre capacité d'intervention dans les prochains mois.

Antoine Larrache



Mercredi 23 novembre, Angoulême. Réunion publique, 19 heures, Rives de Charente, 5, quai du Hallage, Angoulême Quartier Saint-Cybard.

Jeudi 24 novembre, Saint-Denis. Meeting régional Île-de-France, 20 heures, Bourse du travail, 9 rue Génin, Saint-Denis.



Vendredi 25 novembre, Bayonne. Meeting, 19 h 30 - Bourse du travail, 10 rue Sainte-Ursule (près de la gare).

Vendredi 2 décembre, Rouen. Le NPA aggro de Rouen ouvre sa librairie, au 40, rue des Murs Saint-Yon et organise une soirée à cette occasion avec Philippe Poutou.

Samedi 3 décembre, Le Havre. Fête du NPA à partir de 16 heures (débat sur les mobilisations contre l'austérité, 18 h 30 intervention de Philippe Poutou, apéro, repas, musique), salle Louis-Eudier, Quartier de l'Eure, Le Havre.

Lundi 5 décembre, Grenoble. Meeting, 20 heures à la Maison du tourisme, 14 rue de la République.

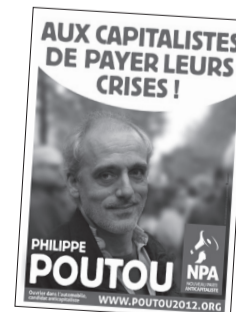
Samedi 10 décembre, Annecy. Meeting



Mardi 15 novembre, MCE TV à 20h30.

Jeudi 17 novembre, Radio Nova à 8 h 15.

Vendredi 25 novembre, Canal+, la Matinale.



4^e forum social des quartiers

**11 & 12
novembre**

S'UNIR

Appel: 2012, pour un printemps des quartiers populaires!

Chacun le sait... ceux qui vivent dans les quartiers populaires, les femmes et les hommes, issus de l'immigration ou pas, souvent musulmans, noirs ou roms, sont soumis à la ségrégation, au chômage, au racisme, et au contrôle policier au faciès – et ne trouvent dans les institutions et la vie politique aucun moyen d'exprimer leurs attentes et aspirations. Les oppressions et les résistances qui se tissent dans les banlieues sont traitées en termes de problème sécuritaire ou de réactivation de l'«identité nationale» – les musulmans d'aujourd'hui étant de plus en plus stigmatisés comme les juifs d'hier.

Quel journaliste, quel discours politique voudra prendre à bras le corps ces questions et dénoncer l'islamophobie sur les plateaux de télévision, faire le bilan de toutes les lois répressives contre l'immigration? Qui confrontera les lectures sectaires de la laïcité et leurs projets liberticides à l'expérience quotidienne de leurs victimes et aux fondements juridiques des droits? Si la nécessité de combattre le racisme est évoquée, pour faire pièce à Marine Le Pen ou à Nicolas Sarkozy, rien n'est fait pour que la lutte contre la ségrégation urbaine, les discriminations raciales et la précarité, soit un axe fondamental de réponse aux exigences portées par les révoltes de 2005 dans les quartiers populaires.

La misère et les inégalités s'élargissent avec les crises financières et les pseudo-plans de «sauvetage» détruisant sur leur passage emplois et acquis sociaux; les États renflouent les banques mais veulent supprimer les services publics et rendre les populations coupables et comptables de la crise; le fossé se creuse entre les minorités privilégiées et la grande masse des populations de plus en plus précarisées, pendant que les puissances impériales poursuivent leur déploiement militaire, semant partout la désolation et la guerre. Pour notre part, puisant notre énergie et notre inspiration dans la révolte des quartiers en 2005, dans les luttes pour l'égalité réelle, dans l'élan révolutionnaire des peuples du monde arabe et la lutte du peuple palestinien pour ses droits, dans les mobilisations exemplaires en Afrique, à Mayotte et celles des «Indignés» de la Grèce aux États-Unis, de l'Espagne au Chili, nous refusons de nous imaginer le futur que sous la forme d'une droite libérale, sécuritaire et raciste ou sous celle d'une gauche gestionnaire d'un ordre admis. Nous sommes convaincus qu'il existe des alternatives au désastre. Tout un monde d'oppression n'en finit pas de s'écrouler sous nos yeux qui appelle des solutions radicales qui doivent s'imposer dans les débats et accompagner les prochaines présidentielles.

Nous sommes un regroupement de militants et de personnalités de gauche, d'associations des quartiers, d'organisations politiques ou syndicales antiracistes et décoloniales, déterminés à forcer le débat notamment durant la campagne présidentielle. Nous voulons aider à l'action et l'expression des populations exclues de tels débats, femmes et hommes, et porter quatre préoccupations:

- contre le racisme, en premier lieu, le racisme d'État, l'islamophobie, la surexploitation, le harcèlement et l'expulsion des sans-papiers; contre les inégalités, la ségrégation urbaine – en nous revendiquant des droits égalitaires;
- contre les violences institutionnelles de la police, de la justice, et, de l'école au Pôle Emploi, pour l'invention d'institutions démocratiques au service de toutes et tous;
- contre les politiques libérales porteuses de la crise économique, en défense des droits sociaux fondamentaux;
- contre les rapports de domination internationaux et néocoloniaux, en particulier en Palestine et en Afrique ou dans les DOM-TOM, en soutien aux exigences portées par les processus révolutionnaires en cours.

Liste des signataires de l'appel sur www.npa.2009.org

EN DÉBAT

Quartiers populaires: émancipation politique

Dès sa création en février 2009, le NPA a déclaré prioritaire son intervention dans les quartiers populaires (QP). Mais qu'est-ce qui pousse notre parti à adopter une politique volontariste visant à réinvestir politiquement ces quartiers délaissés par les organisations de gauche depuis plus de 30 ans? Et que devons-nous faire concrètement pour les reconquérir? S'il y a une priorité d'implantation pour un parti révolutionnaire dans un pays capitaliste postcolonial, c'est bien dans les QP. La population des QP (véritable prolétariat au sens actuel) est le sujet principal du nouveau processus de travail (modèle néolibéral), précarité/flexibilité du travail, pénibilité, mobilité/immigration, paupérisation, déqualification, chômage... Cette population n'est pas située à la périphérie du système mais elle en est le cœur, la figure de l'exploitation capitaliste au XXI^e siècle. Il faut donc arrêter de parler de désastres dans les QP comme seuls héritages du colonialisme ou de l'urbanisme des années 1960 ou encore les divers retraits des services publics.

Comme parti révolutionnaire anticapitaliste, on ne peut imaginer une révolution sans les plus exploités. Que serait la Révolution française sans la détermination des sans-culottes, ou la Révolution zapatiste sans la mobilisation des paysans sans terre?

Reconstruire le lien avec les QP est un impératif.

Les militantEs ayant dynamisé le mouvement révolutionnaire de Mai 68 ont fait leurs «armes» pendant la guerre d'Algérie aux côtés du FLN et par la suite aux côtés du MTA. La marche pour l'égalité de 1983 avait été portée conjointement par les mouvements de jeunes issus de l'immigration et par les partis d'extrême gauche. Mais si lors de «la révolte des banlieues» en 2005, les partis d'extrême gauche (LCR en tête) ont mobilisé leurs forces pour dénoncer un couvre-feu qui rappelait les pires heures de l'histoire française, nous devons reconnaître que l'extrême gauche était coupée des jeunes insurgés.

Même ceux qui pourtant n'avaient pas traité les jeunes de délinquants, ont été réduits à quémander l'autorisation à l'État, de protester contre son décret d'urgence. Le décalage est flagrant. Comme si nous n'appartenions pas au même mouvement. À la même qualité prolétarienne. Que par principe nous nous considérions comme extérieurs et d'une autre nature que ces prolétaires. Cela ne peut être résumé au seul fait que nous n'avions pas su créer les liens. C'est plus profond.

Par chance, aujourd'hui les luttes pour les droits des sans-papiers ou contre le racisme sont encore portées par

les militants de la gauche radicale. Mais les défaites et les trahisons des années Mitterrand les ont atteints aussi lourdement et avec les mêmes logiques de récupérations et de compromissions.

Les QP comme «lieu où ça se passe»

Les QP concentrent les réalités de l'islamophobie ambiante. C'est là où elles sont mises en scène par le pouvoir et la propagande médiatique. Ce territoire concentre les peurs et les dangers de notre société. Les étrangers et les nationaux musulmans, les Africains, les jeunes... figurent l'image de l'ennemi intérieur, telle qu'elle est fabriquée (depuis des décennies). La santé financière d'une association ne doit plus dépendre de sa docilité à l'égard du pouvoir local, mais doit correspondre à son utilité et à l'intérêt qu'elle représente pour les habitants. Il faudra exiger que le fonctionnement des commissions d'attribution de subventions ne soit plus «opaque» et que l'attribution de subventions se fasse en corrélation avec les besoins des populations et dans le sens d'un réel développement social des QP. (Il faudra approfondir cette question à partir de propositions concrètes pour que s'instaure un véritable contrôle des processus d'attribution des subventions). Le statut des travailleurs sociaux doit aussi être examiné pour que ces derniers puissent travailler dans la sérénité et élaborer des projets sur le long terme.

Nous devons trouver les points de convergence entre les classes populaires des quartiers populaires majoritairement issus de l'immigration postcoloniale et les classes populaires héritières de la culture ouvrière, en démontrant que contrairement au racisme pragmatique de l'UMP et au paternalisme pathologique du PS, nous sommes convaincus que les intérêts des uns et des autres sont les mêmes et nous refusons de les opposer comme le font les autres apprentis sorciers du populisme actuel.

Les QP doivent devenir le centre pratique de l'activité internationaliste anti-impérialiste du parti. Comme nous l'avons souligné, la population des QP est la figure de la classe mondiale. Ce n'est pas la simple résultante de ses racines mais la conséquence mécanique des formes de son exploitation à l'époque du néolibéralisme.

En 1968, les révolutionnaires scandaient «le Vietnam est dans nos usines» et au plus fort de la lutte en 1970-1971 ils ont transformé ce mot d'ordre en «la Palestine est dans chacun de nos ateliers»...

Nous devons arriver à transformer la situation pour que cette conscience se dise au grand jour: «la révolution palestinienne est dans chacun de nos quartiers»... Pour nous, la lutte anti-impérialiste, la lutte contre les agressions

VILLIERS-LE-BEL

Pour Moushin: la mort à 15 ans

Pour Abderhamane: 15 ans de privation de

Le 21 octobre dernier, le verdict du procès en appel des cinq accusés de Villiers-le-Bel est tombé: les peines les plus dures, celles qui frappaient Abderhamane et son frère Adama ont été confirmées. Les parties civiles ont pu s'estimer «satisfaites» de leurs condamnations à quinze et douze ans de prison pour «tentatives de meurtre en bande organisée contre des forces de l'ordre, détention et port d'armes». Le titre du livre publié aux éditions Syllepse par le collectif Angles morts, *Vengeance d'État*, se trouvait pleinement justifié. Après la mort de Lakhmy et Moushin, deux ados de 16 et 15 ans, victimes du «parechocage», cette méthode d'interpellation à la far-west permettant de faire passer des meurtres pour de malheureux accidents de la circulation, les habitants des cités environnantes se révoltent plusieurs nuits durant, le déni de la nature politique de leur colère partagée s'exprime fortement dans les imprécations contre la «voyoucratie». Ceux qui voudront suivre le fil conduisant

à travers les méandres d'une enquête et de procès arrachés à des conditions à proprement parler révoltantes (avec, nous le rappellerons, un appel aux témoignages anonymes), à une réitération d'indignité se référeront à l'ouvrage cité plus haut. Au-delà de l'évidence de la connivence des instruments d'un État répressif et justice, mais en réalité police partout, justice nulle part nous retiendrons, c'est donc le caractère indissociable de l'État et des politiques d'oppression sociale et, par suite, vengeance témoignant de la haine et de la peur ressenties par ces classes dangereuses, clairement «racialisées» dans Haine et peur, car ils savent bien qu'à tout moment, même s'ils ne savent pas quand – ce qui doit être stressant – les dominés se redresseront pour leur foutre sur la gueule. Et cela, quand ils le feront, c'est politique! Et c'est de cela que nous sommes

Quartiers populaires 2011

QU'ILS SUBIRONT

Saint-Denis

Violence et clientélisme

Le soutien aux forces de répression des populations du Sud, le soutien aux forces de répression des révolutions arabes doivent passer par les QP ! Les QP doivent devenir pour notre parti la pointe avancée de la résistance contre les politiques répressives et racistes de l'État.

La seule lutte !

En tant que point de vue militant, comment ne pas considérer les révoltes spécifiques et croisées subies par les habitants des QP comme des manifestations de l'oppression et de l'exploitation globale générée par le système capitaliste, et là, elles y sont accrues ?

Comment alors ne pas considérer a priori ces populations parmi les plus susceptibles de s'engager radicalement contre l'injustice du système capitaliste dont elles subissent les conséquences (et ce, alors même qu'elles sont cantonnées en zone de relégation pour constituer la base de l'ajustement) ?

Idéologie construite politiquement par les dominants entre QP et système carcéral au moyen de la ghettoïsation.

Le parti doit intégrer plusieurs données capables de créer des connexions :

1. Comment peut avoir une conscience de l'affrontement réel de cette époque sans une compréhension de la répression spécifique de ces quartiers et de l'apartheid qui est pratiqué non seulement par la police mais par tous les appareils et les services de l'État (sociaux, éducatifs, santé...).

2. Comment ne doit pas rabaisser ni mépriser la politisation réelle des QP. Car de l'expérience directe découle une conscience collective des QP. Quand un gamin écrit « nique la police » il écrit avec d'autres mots notre ancien : « à bas le policier ». Et Henri Lefebvre le rappelait après 1968 : « Logan venait de leur expérience, de leur expérience des flics, qui contrôlaient l'espace, l'espace de l'unité, des faubourgs et des baraquements qui entouraient le campus de Nanterre ». Comme « nique la police » vient de l'expérience des QP.

3. Comment la résistance des populations des QP trouve directement son point de contact avec elle la police, la justice et la prison.

4. Comment la justice empreintes de l'idéologie d'apartheid et de l'apartheid répressif des populations en provenance des QP. Comment le carcéral dessine une partie de l'horizon de ces populations... sans parler des mesures de probation et de l'extension des libertés qui criminalisent de larges secteurs de la population des QP.

par Jean-Marc



Interview de Salah Amokrane

Peux-tu te présenter ?

Je suis actuellement un des animateurs du FSQP, et président de l'association FSQP. J'ai été conseiller municipal de Toulouse, dans l'opposition de 2001 à 2008, après avoir conduit la liste des Motivé-e-s en 2001. Avec le MIB, Divercités, les Motivé-e-s, ont fait partie des fondateurs du FSQP, en 2006. La décision de converger vers un espace commun était en germe depuis plusieurs années entre ces acteurs, mais il faut bien dire que les révoltes de 2005 ont précipité le processus, avec un objectif affiché d'instituer un rendez-vous annuel des quartiers populaires et de tisser un réseau national « FSQP » permettant l'émergence d'une parole commune issue de nos quartiers et cités populaires, qui puissent en toute autonomie faire ses bilans face aux politiques qui s'y mènent et répondre aux besoins des quartiers. Notre démarche s'inscrit dans la filiation des expériences collectives et associatives issues des luttes de l'immigration et des banlieues, menées depuis plus de 25 ans, par des militantEs pour la plupart issuEs de ces quartiers.

Quel bilan tirez-vous des précédents FSQP ?

Le premier FSQP s'est tenu en 2007 à Saint-Denis, les suivants à Nanterre en 2008, et à Montpellier en 2009... Il n'y a pas eu de forum en 2010. Le travail du FSQP ne se limite évidemment pas à l'organisation de ces événements. Il s'agit aussi bien sûr d'accompagner la mise en place d'un réseau de militantEs des quartiers, qui prennent leurs responsabilités et qui s'engagent sur la nécessité de faire émerger un espace politique autonome. Outre le fait que de nombreuses thématiques ont été traitées et débattues (renouvellement urbain, justice, lutte contre les discriminations, islamophobie, police, justice, rapport aux forces politiques...). Le constat a été fait d'une dégradation sociale sans précédent et du sentiment que la relégation démocratique s'est accrue dans les quartiers populaires.

L'élément central à mettre au bilan de ces forums, est l'accord sur la nécessité de la création d'un mouvement politique autonome des quartiers. La décision de constituer ce mouvement a été actée en 2009 lors du FSQP à Montpellier. La nécessité de la création de ce mouvement ne constitue aucunement un repli, mais bien une affirmation de la nécessité de faire de la question des quartiers un enjeu politique majeur, une question politique centrale. C'est de cette manière que nous affirmons notre refus de voir l'assignation des mouvements issus des quartiers et de l'immigration à une position de contestation vaine et infantile qui a pour but de décrédibiliser et d'étouffer toute initiative politique qui pourrait émerger.

Quels sont les objectifs du forum de 2011 ?

Nous avons clairement choisi de concentrer les rencontres autour de notre bilan de la politique de la ville, mais aussi de la nécessité d'un état des lieux des forces militantes issues des quartiers de l'immigration, et enfin sur la question des convergences possibles pour

faire des quartiers une priorité politique. La nécessité de tirer notre bilan de la politique de la ville et de ces derniers avatars autour de la rénovation urbaine est impérieuse. En effet, c'est depuis 30 ans par le biais de ces politiques spécifiques que sont traités les quartiers et leurs habitants. Mais les grands absents de la prise de décisions restent les principaux concernés : les habitants des quartiers populaires. La constante reste un déni de démocratie et un clientélisme politique mortifère pour nos mouvements. Ce bilan, nous pouvons le tirer à partir de notre expérience et de notre vécu, mais les mouvements et associations dans les quartiers peuvent tracer les perspectives d'une prise de parole publique sur ces politiques et faire des propositions pour que cela change. Contrairement à l'idée répandue, les quartiers ne sont pas des déserts politiques et sont riches de mobilisations collectives, d'expériences militantes. Nous voulons que ce FSQP soit un lieu de débat entre acteurs des quartiers et de l'immigration, pour se poser la question ensemble, des possibilités mais aussi des freins à la mise en œuvre d'une démarche politique autonome qui puissent occuper un espace significatif dans le champ politique. La plupart des acteurs en présence appellent de leurs vœux l'existence d'une telle force, nous devons alors nous poser la question des conditions nécessaires à cette convergence. Ce débat pourra d'ailleurs se prolonger lors des troisième rencontres nationales des luttes de l'immigration qui se tiendront du 25 au 27 novembre à Créteil.

Sur quelles perspectives communes pourrait-on se retrouver ?

Si nous nous retrouvons régulièrement sur le terrain à l'occasion de certaines luttes ou mobilisations sociales, sur le plan politique les choses sont plus complexes. Par exemple dans la perspective des élections de 2012, il semble bien qu'encore une fois, derrière les questions d'insécurité, et de façon plus nouvelle, derrière la question de la laïcité, c'est sur le dos des quartiers et des banlieues que va se faire une bonne part de la prochaine campagne. Il apparaît que la nouvelle figure dangereuse, l'épouvantail, après celle ressassée de l'Arabe, soit celle du musulman. Et il est préoccupant qu'une bonne partie de la gauche aujourd'hui, y compris celle censée représenter la rupture avec le capitalisme, et là aussi sous couvert de défense de la laïcité, se complait dans des ambiguïtés qui nous semblent douteuses. Ces difficultés nous les rencontrons aussi avec d'autres forces de gauche. En effet, je pense que la nécessité telle que nous l'affirmons d'une expression politique autonome n'est pas toujours acceptée et en tous cas rarement soutenue dans sa globalité. Déjà dans les années 1980, la gauche et l'extrême gauche n'ont pas soutenu l'émergence d'une force politique autonome. Malgré les craintes et les réticences de certains, il faut affirmer la nécessité d'une expression politique autonome de mouvements issus des quartiers populaires. Aujourd'hui plus que jamais, c'est de l'intérêt de tous qu'existe un tel mouvement, incommode, contestataire... mais absolument nécessaire. Je pense pourtant que les échanges et rapports seraient différents dans une perspective d'échange d'égal à égal. Cette édition du FSQP, ouverte à tous, sera aussi l'occasion d'en débattre.

Propos recueillis par Miguel Séguir

Programme du forum

Vendredi 11 novembre

14 heures : S'ORGANISER DANS LES QUARTIERS, UNE HISTOIRE POLITIQUE SPÉCIFIQUE.

Avec Khemissi Djataou (Mouvement des travailleurs arabes), Tarek Kawtari (Comité contre la double peine au Mouvement de l'immigration et des banlieues, Île-de-France), Pierre-Didier Tchétché Apéa (Agora à Divercité, Lyon), Salah Amokrane (Tactikcollectif et Motivé-e-s, Toulouse) et Abdelaziz Chaambi ((Union des jeunes musulmans au Collectif des musulmans de France).

18 heures : LA POLITIQUE DE LA VILLE : UN DÉNI DE DÉMOCRATIE ?

Genèse et bilan de la politique de la ville : Pierre-Didier Tchétché Apéa et Yves Mena.
Justice pour le Petit-Bard (Montpellier) : l'exemple d'une lutte locale qui s'est muée en mouvement politique : Khalid Elhout, Hamza Aarab.
Collectif de femmes « Quelques-unes d'entre nous » : le rôle des habitantes dans leur quartier : Zouina Meddour.

Samedi 12 novembre

11 heures : ORGANISATIONS POLITIQUES, COLLECTIFS, ASSOCIATIONS ISSUES DE L'IMMIGRATION ET/OU DES QUARTIERS POPULAIRES : ÉTAT DES LIEUX.
Intervenants : Émergence, PIR, ATMF, FICR, AC le Feu, MIB, Bouge qui bouge, Divercité, Motivé-e-s...

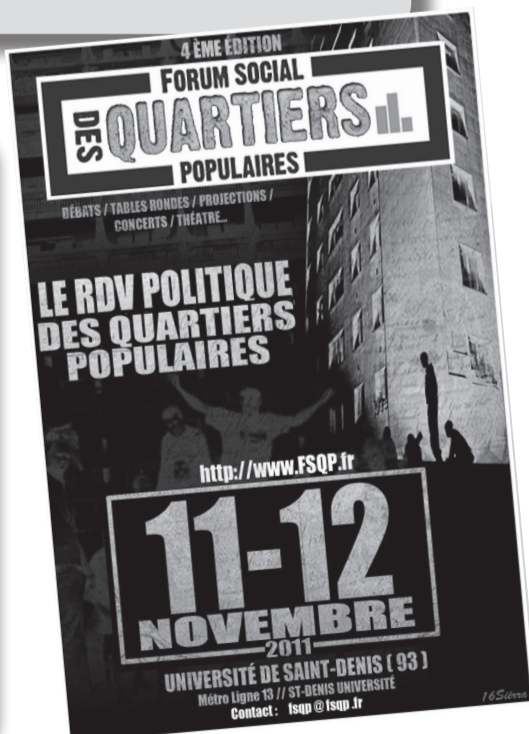
15 heures : QUELLES CONVERGENCES POUR FAIRE DES QUARTIERS UNE PRIORITÉ POLITIQUE ?

20 heures : SOIRÉE CULTURELLE (AMPHI X)

THÉÂTRE : Et puis nous passons le pantalon français..., lecture par le collectif « Quelques-unes d'entre nous ».
CONCERT : Mohamed Bhar.
DANSE HIPHOP : « Disparu(s) » par la compagnie NO MaD.

Pour se rendre au forum

Université de Saint-Denis, amphî D, 2 rue Guynemer, Saint-Denis (M^o ou Bus : arrêt Saint-Denis Université). Entrée libre.



vie

engés, dans notamment, un verdict la mise en essif (police art), ce que du racisme ce désir de ies par les ent à leurs leur esprit. me s'ils ne és peuvent i qu'ils en solidaires.



<http://werebuild.eu/wiki/Copwatch>

Le collectif Copwatch, qui entend dénoncer les violences policières et garder une trace des abus de la police, s'est vu interdire son site Copwatchnord-idf.org par le tribunal de grande instance de Paris le 14 octobre dernier, à la demande du gouvernement. La justice a en effet demandé aux fournisseurs d'accès à Internet d'en empêcher l'accès depuis le territoire français. Mais malheureusement pour eux, le contenu de Copwatch a déjà été dupliqué sur de nombreux sites miroirs qui échappent aujourd'hui au blocage des fournisseurs d'accès. Vous trouverez la liste de ces sites miroirs sur ce wiki.

l'essai

LE CRIME DE TIBHIRINE RÉVÉLATIONS SUR LES RESPONSABLES

Jean-Baptiste Rivoire

La découverte
328 pages
20 euros

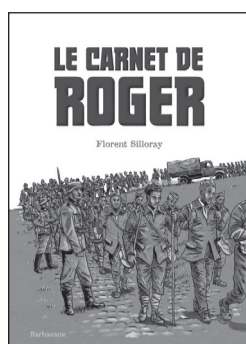


Au printemps 1996, sept moines français étaient assassinés en Algérie. Depuis plus de dix ans, Jean-Baptiste Rivoire, journaliste à Canal +, enquête sur la guerre civile algérienne qui s'est ouverte avec le coup d'État militaire de janvier 1992 et nous dévoile de manière passionnante les dessous de cette histoire sanglante. Ce livre conteste le discours « éradicateur » qui domine toujours en France. Il dénonce la politique des généraux qui ont mis l'Algérie à feu et à sang (plus de 100 000 morts), au nom de la lutte contre l'islamisme, pour défendre leur politique de pillage des richesses et de mise en coupe réglée de la population. Il démontre que les moines ont été enlevés par un commando composé de militaires et de militants du GIA (groupe islamique armé), lui-même infiltré par la DRS (services secrets algériens). Cet épisode s'inscrit dans un contexte de violence d'État. Depuis 1988, la dictature faisait face à un mouvement de contestation sociale qui rappelle les révolutions arabes actuelles. Fin 1991, le Front islamique du salut (FIS) gagnait les élections. Au nom de la défense de la démocratie, les militaires stoppèrent le processus électoral, avec l'assentiment de la France. Pour mener leur guerre « contre-insurrectionnelle », les militaires algériens reprirent les pires méthodes de l'armée française durant la guerre d'Algérie ou des militaires sud-américains durant la mise en œuvre du plan Condor dans les années 1970 : répression, provocation, infiltration, manipulation du terrorisme, torture, assassinats... Ces manœuvres visaient à décrédibiliser le FIS et légitimer la dictature. Le bilan fut terrible, surtout pour les civils.

Les moines furent justement assassinés parce qu'ils étaient « trop proches » du peuple. Ils ne voulaient pas partir de Tibhirine, laisser la population seule face à l'armée. Ils refusaient le « choc des civilisations et des religions », ils gênaient l'État algérien. Officiellement, quinze ans après, l'État refuse toujours de reconnaître la responsabilité des services secrets algériens, mais aussi français dans ce qui constitue un mensonge d'État de plus.

Antoine Boulangé

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



BD LE CARNET DE ROGER

Florent Silloray
Éditions Sarbacane / 25 euros
1939. Roger, jeune maraîcher de la région nantaise, est mobilisé. Il ne croit pas aux discours sur la victoire facile. Il a raison. Ils seront 2 millions de soldats français à être faits prisonniers. Rares seront ceux à pouvoir se faire la belle. Roger, lui, s'évade en notant tous les faits dans un petit carnet qu'il appellera « l'Exilé ». Des Ardennes au Stalag IV de Mühlberg, le plus grand stalag allemand. Arrivé au Stalag en mai 1940, il en sort pour rejoindre une mine en Prusse orientale qu'il ne pourra quitter qu'en 1945. L'intérêt de cette BD réside surtout dans la découverte du carnet du « papy » par son petit-fils à sa mort. Florent s'attache alors à refaire le « chemin de croix » de son grand-père. En Allemagne, il est aidé dans ses recherches par un Allemand de sa génération dont le grand-père, lui, a fui le front de l'Est. Un parcours bouleversant d'anti-héros pris dans les méandres de la grande histoire. Le dessin est précis, se passe le plus souvent de la facilité des bulles et restitue toutes ces images peu glorieuses mais bien réelles.

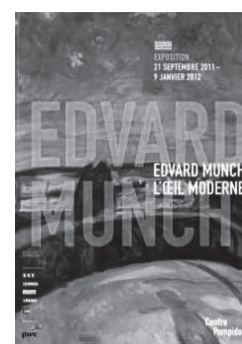
Sylvain Cachi



RADIO 30 ANS DE SONO MONDIALE

Radio Nova va célébrer vendredi 11 novembre ses 30 ans d'activisme sonore, en tenant l'antenne pendant 30 heures dans 30 lieux à travers le monde. Née avec l'avènement des radios libres en 1981 et portée par l'enthousiasme stakhanoviste du regretté Jean-François Bizot (et à l'époque du mensuel *Actuel*), la station parisienne va rapidement construire sa renommée dans son soutien aux nouvelles expressions artistiques et aux cultures urbaines, laissant entrer sur la FM, avant tout le monde, le rap, le regga ou les musiques électroniques. Souvent jugée snob, élitiste ou pointilliste, elle a surtout permis de décloisonner une vie culturelle française habituée à son entre-soi bourgeois. Bon anniversaire à ceux et celles qui l'ont faite.

King Martov



EXPOS EDVARD MUNCH, L'ŒIL MODERNE

Paris, Centre Pompidou
Jusqu'au 9 janvier 2012
Un peu moins fournie que « Munch, l'anti-Cri » présentée à la Pinacothèque de Paris voilà quelques mois (140 œuvres exposées contre 180), cette exposition entend elle aussi balayer le poncif réduisant le peintre à cette seule œuvre, voire à l'expressionnisme d'avant la Grande Guerre, alors que sa création s'est poursuivie trois décennies de plus. Pour qui connaît un peu Munch (1863-1944), sa formation d'ingénieur, ses curiosités scientifiques, son goût pour la photo et le cinéma, ses positions philosophiques et politiques (peu visibles à Beaubourg), sa « modernité » n'a pas à être « démontrée » comme le voudrait cette exposition. Mais pour ce qu'elle offre de toiles saisissantes de contrastes, de mouvement et même de rayonnements, telle l'extraordinaire *Nuit étoilée* (1922), d'un artiste qui n'a cessé d'accumuler les recherches y compris à partir de son « œil malade », sa visite ne décevra pas.

Gilles Bounoure



LIVRES L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS

Mathieu Léonard
La Fabrique / 16 euros
Enfin, un ouvrage traite de cette grande aventure que fut la Première Internationale, ce rêve d'organiser toute la nouvelle classe ouvrière face à la bourgeoisie. Non seulement on découvre la naissance de cette petite puissance qui fera vite peur aux maîtres du monde, mais on suit ses déchirements, ses courants, le duel Marx-Bakounine, mais aussi les oppositions avec les proudhoniens et le mouvement coopératif. Les grèves de 1867 montrent comment des théoriciens s'accrochent au mouvement social, et la Commune de Paris permettra à l'Internationale de mettre en pratique certaines de ces idées. Au congrès de Londres, on discute aussi fermement des élections contre l'insurrection, les débats d'hier restent ceux d'aujourd'hui. Jamais ennuyeux, ce livre mêlant histoire des faits et histoire des idées plaira à l'anarchiste grincheux comme à l'altermondialiste véhément.

Christophe Goby

FESTIVAL Conquête et pouvoir à Pessac

Le 22^e festival international du film d'histoire de Pessac aura lieu du 14 au 21 novembre 2011. Le thème de cette année est la « conquête du pouvoir ».

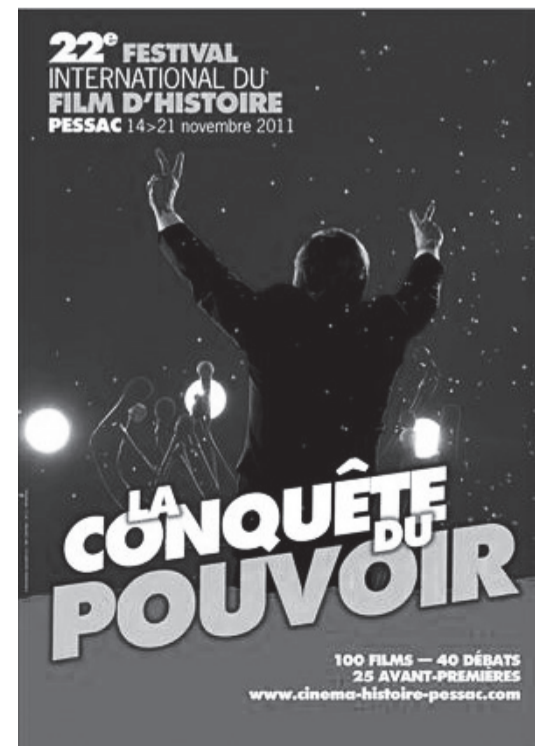
Entre le pouvoir de l'image et le pouvoir tout court, il ne peut pas ne pas y avoir de connivence ou de fascination. C'est ce qu'illustrent abondamment la centaine de films et les 40 documentaires proposés au prochain festival du film d'histoire de Pessac (Gironde), issus de cette plongée dans les coulisses du pouvoir : *l'Impératrice rouge* et *Macbeth*, Valéry Giscard d'Estaing, Mitterrand et Sarkozy, Pétain, Poutine et Bokassa sont présents sur la pellicule pour illustrer ce que signifie prendre le pouvoir. Pouvoir sorti des urnes, issu d'un coup d'État ou d'une révolution, le cinéma est présent partout pour suivre *Mr Smith au Sénat*, les capitaines insurgés au Portugal, ou le peuple russe en octobre 1917. Pouvoir qui corrompt pour faire *Main basse sur la ville* ou cambrioler l'immeuble du parti démocrate (le Watergate) par *les Hommes du président* de l'époque, Richard Nixon. C'est dans cet environnement cinématographique que s'inscrivent les débats. Ainsi, Pierre Rosanvallon (ex Fondation Saint-Simon) s'interrogera dans sa conférence inaugurale pour savoir si « les peuples prennent jamais le pouvoir », sans que l'on sache s'il le déplore vraiment. Dans la même veine, Michel Winock (fondateur de la revue *l'Histoire*) traitera de, je cite, « *élection, piège à cons ? Une histoire du suffrage universel* », qui ne manquera pas d'amuser ceux d'entre nous qui ont eu le plaisir de mener la première campagne d'Alain Krivine !

On trouvera aussi un débat sur la prise du

pouvoir par Hitler ou par Staline, sur les Révolutions arabes et même un débat sur « le rôle de l'armée dans les prises de pouvoir », avec la « *direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense* ». Les représentants de la grande muette parleront-ils des techniques terroristes expérimentées pendant la bataille d'Alger et adoptées ensuite par nombre de dictatures en Amérique latine pour garantir leur pouvoir ? Pourtant, malgré la variété et la diversité des angles d'approche, on ne peut s'empêcher de remarquer qu'il subsiste un angle mort dans cette investigation vaste, profonde mais finalement traditionnelle dans sa problématique. Un hors-champ concernant les questions qui agitent la réflexion des peuples, ici et maintenant et qui ne semblent pas avoir trouvées leur place dans la programmation. En effet, les despotes d'aujourd'hui délivrent des triples A, sans que l'on sache d'où ils tirent leur légitimité démocratique ; des experts genre troïka, comme disent les Grecs, après avoir spéculé sur l'endettement de l'État, spéculent sur la dette qui en est issue, et tous annoncent des plans de rigueur destinés uniquement à sanctionner ceux qui n'y sont pour rien, à savoir les peuples sans pouvoir. « *La conquête du pouvoir* » n'est qu'un instant dans l'histoire des peuples, après vient son exercice, et le festival de Pessac pourrait un jour oser

s'interroger sur le pouvoir du capitalisme, surtout dans un monde où son efficacité au service du bien-être de la société mériterait un triple Z. Un bon sujet pour l'année 2012.

Jean-Paul, correspondant NPA Bordeaux





(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

La Palestine à l'Unesco : et après ?

Le 31 octobre, la Palestine était admise comme membre de l'Unesco : 107 pays ont voté pour, 14 contre et 52 se sont abstenus. La délégation palestinienne à l'Unesco et les proches de Mahmoud Abbas se sont félicités de ce succès diplomatique, dont on ne saurait cependant exagérer l'importance.

Si une majorité d'États se sont prononcés pour l'admission de la Palestine à l'Unesco, force est de constater que le total de 107 votes favorables est très en-deça des 130 voix que l'équipe palestinienne prétendait avoir « sécurisées » dans la perspective d'une demande d'admission à l'ONU. A fortiori lorsque l'on sait que des pays comme la France, qui ont répondu positivement à la demande palestinienne à l'Unesco, ont annoncé qu'ils s'abstiendraient lors du vote à l'ONU. De plus, comme nous le soulignons la semaine dernière, quand bien même l'Autorité palestinienne demanderait l'inscription de sites historiques et/ou religieux au patrimoine mondial de l'humanité, aucun mécanisme contraignant ne pourrait obliger Israël à les évacuer ou à cesser d'en tirer des bénéfices via le tourisme. La « victoire » palestinienne est donc symbolique : la « Palestine », sa culture et son patrimoine, sont reconnus par une majorité d'États. Mais il s'agit davantage d'une confirmation que d'un bouleversement : la Palestine possède aujourd'hui, à travers le monde, 128 ambassades et 28 missions diplomatiques (davantage qu'Israël), et de multiples résolutions des Nations unies ont déjà consacré les droits nationaux des Palestiniens. Sans que cela ait un quelconque effet sur les agissements d'Israël. Le peuple palestinien le sait, c'est pourquoi

l'on n'a guère été surpris de l'absence de célébration, dans les territoires occupés, de l'admission à l'Unesco, énième péripétie diplomatique sans lendemain. Mais les États-Unis et Israël n'ont-ils pas vivement condamné la décision de l'Unesco ? Certes. Doit-on en déduire qu'ils craignent que le scrutin du 31 octobre bouleverse les rapports de forces ? La réponse semble contenue dans la question... Les sanctions états-uniennes contre l'Unesco sont la conséquence « naturelle » de deux lois adoptées par le Congrès au début des années 1990, qui interdisent le financement de tout organisme des Nations unies qui accueillerait les Palestiniens comme membres de plein droit. Quant aux réactions israéliennes, le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont davantage l'expression d'une continuité que d'une rupture dans la politique sioniste. Certains ont interprété l'annonce de l'accélération de la colonisation comme une « riposte » à la démarche palestinienne... alors que la colonisation n'était même pas « gelée » ! Est-il nécessaire de rappeler que la colonisation n'a jamais cessé depuis plusieurs décennies et que les dernières annonces, loin d'être une réaction « défensive », ne sont que la poursuite d'une politique expansionniste ? On a ainsi appris le 6 novembre, dans le quotidien israélien *Maariv*, que les autorités israéliennes

avaient, depuis plusieurs semaines déjà, autorisé la construction de plus de 20 000 nouveaux logements à Jérusalem-Est, et examinaient les plans de construction de 32 000 autres logements. Le 16 octobre dernier, c'est même l'établissement d'une nouvelle colonie (pour la première fois depuis près de quinze ans), Givat Hamatos, qui était annoncé... Pour Israël, l'épisode de l'Unesco n'est qu'un (nouveau) prétexte pour poursuivre sa politique de fait accompli et de déni des droits nationaux des Palestiniens, tout en essayant de détourner l'attention en pointant du doigt l'Iran. Le « haussement de ton » des États-Unis est davantage l'expression d'une crispation liée à leur perte d'influence et à l'isolement de leur principal allié dans une région en plein bouleversement que d'une soudaine inquiétude liée au vote à l'Unesco. Et dans le même temps, la direction Abbas continue de clamer qu'elle souhaite « reprendre les négociations »... Une schizophrénie révélatrice de la faillite de la « stratégie » à laquelle elle continue pourtant de s'accrocher, celle d'une solution négociée avec Israël sous parrainage états-unien. En dépit de cette évidence renforcée par les récents événements : l'administration états-unienne et le gouvernement israélien font partie du problème, pas de la solution.

Julien Salingue

La récolte des olives en Palestine : un enjeu politique

En Cisjordanie, 100 000 familles palestiniennes dépendent de la récolte des olives pour assurer une part importante de leur revenus annuels (entre 25 et 50%). Cependant les attaques de colons israéliens se multiplient chaque année et compromettent cette activité. La récolte des olives est sensée être un moment convivial où les familles palestiniennes se réunissent. Mais cet événement important de l'année est devenu un enjeu politique. Les sionistes des colonies israéliennes de Cisjordanie ne supportent pas la présence de fermiers arabes aux abords de leurs camps retranchés. Les ONG remarquent une augmentation inquiétante des attaques de colons contre les civils palestiniens ou leurs propriétés. Ce sont des fermiers agressés dans leurs champs à coup de pierres ou de barres de fer, des oliviers sciés ou brûlés, des récoltes volées. Ainsi des colons de la colonie d'Yitzhar au

sud de Naplouse, qui se vantent d'être une des colonies les plus dangereuses pour les Palestiniens, ont incendié début septembre une centaine d'oliviers près du village de Burin. En Cisjordanie, 7 500 oliviers ont ainsi été détruits cette année, dont 2 500 pour le seul mois de septembre. Selon l'ONG Oxfam, les attaques ont déjà coûté 500 000 dollars aux fermiers. Brûler un olivier, c'est fermer le compte en banque d'un Palestinien. L'objectif des colons est de faire désertifier les champs par les fermiers afin de s'en emparer. L'armée israélienne est censée maintenir l'ordre autour des colonies, mais dans les faits, elle transforme ces espaces en zones militaires et n'en autorise l'accès aux fermiers que quelques jours par an « pour des raisons de sécurité ». Les fermiers n'ont alors parfois que trois jours pour s'occuper d'une centaine d'oliviers. Ils poursuivent donc la récolte en dehors des autorisations avec la

peur au ventre.

La société civile palestinienne s'organise pour protéger ses fermiers. Des organisations pacifistes comme « Nous refusons de mourir en silence » ou International Solidarity Movement accompagnent les fermiers dans les zones à risques. Équipées de caméras et accompagnées de volontaires internationaux, elles aident à l'accélération de la récolte, filment et consignent sur leurs sites Internet d'éventuelles attaques. La présence d'Occidentaux et de caméras diminuent curieusement l'agressivité des colons.

GH

Pour plus d'info : <http://ism-france.org/>
Une carte interactive diffusée par l'organisation des droits de l'homme Al-Haq illustre les attaques de colons : <http://alhaq.mits.ps/index.php/multimedia/interactive-map-settler-violence>

Instantané de la situation mahoraise

Le 27 septembre a sonné le premier jour d'une contestation qui dure depuis plusieurs semaines à Mayotte, contre la « vie chère ». La manifestation a réuni plus d'un millier de manifestants. Fort du succès de ce premier rendez-vous et répondant à l'appel à la grève générale et illimitée, une seconde mobilisation est décidée pour le lendemain : elle réunit plusieurs milliers de personnes. Face à ce succès, les autorités coloniales déploient des moyens policiers massifs. Dès lors, la colère des manifestants éclate et les premiers incidents surviennent entre les forces de l'ordre et les manifestants. Les tirs de grenades lacrymogènes et de grenades assourdissantes, les arrestations pleuvent quasiment sans interruption sur les contestataires... Violences policières auxquelles les manifestants répondent parfois par des caillassages et des barrages routiers montés à la hâte en vue de blocage de l'île, mais le plus souvent par des mobilisations toujours plus massives. Pourquoi un tel déploiement de forces ? Ces mouvements rassemblent dans leur immense majorité la population locale, avec une quasi-absence des métropolitains au sein des cortèges (même si la tendance s'inverse petit à petit). Ce constat laisse un goût amer aux manifestants, considérant de plus en plus les actions des forces de l'ordre comme une répression au caractère manifestement colonial. Un sentiment entretenu par les manipulations médiatiques et politiques à destination de la communauté métropolitaine « invitée à rester chez elle et à ne pas se joindre au mouvement de contestation ».

Face à cette répression et ces tentatives de maîtrise du mouvement social, l'île s'enflamme et la jeunesse se joint au mouvement. Les quartiers et les villes plongés dans la misère de l'île s'embrasent et la jeunesse affronte les forces de l'ordre plusieurs jours durant, mettant en place des barrages, et affrontant les forces répressives à coup de pierres et de cocktails Molotov. Les arrestations et les gazages deviennent quotidiens. Le préfet dépêche plusieurs escadrons de gardes mobiles et de policiers venus de la Réunion et de la métropole. Des renforts qui atteignent quasiment 500 hommes, le gouvernement colonial allant même jusqu'à réquisitionner les cowboys du GIPN de la Réunion, déployant des moyens militaires et une surveillance aérienne quasi quotidienne.

Le summum des tensions et de la violence policière est atteint le 7 octobre lorsque un enfant de neuf ans est grièvement blessé à Longoni, principal port de commerce de l'île. Des policiers interviennent sur une plage près du port où ils ont repéré un groupe d'enfants. Les fonctionnaires de police ont déclaré ensuite s'être sentis menacés par des gamins de neuf ans. Le fonctionnaire cerbère a donc tiré à moins de quinze mètres sur un enfant percuté en plein tête. Celui-ci est évacué vers la Réunion mais les médecins ne peuvent malheureusement sauver son œil... Cet incident choque et émeut, mais ne change pas fondamentalement les actions entreprises par le pouvoir colonial pour mater la rébellion.

La grève atteint son paroxysme les 12 et 13 octobre, les grévistes mobilisent plus de 12 000 personnes dans les rues de la capitale régionale Mamoudzou. Même si les négociations sur les revendications basées sur la baisse des prix de onze produits de première nécessité (dont le riz, la viande, les ailes de poulet ou encore les sardines) ont débuté dès le début du mouvement, elles ne se déroulent pas sans difficultés, notamment en raison de la violence des forces de répression et la politique de fermeté adoptée par la préfecture envers les grévistes. Le 13 octobre, le préfet de Mayotte suspend les négociations pour annoncer l'arrivée de la ministre de l'Outre-Mer Marie-Luce Penchard. Au lieu d'apaiser la situation, cette dernière met le feu aux poudres avec un discours paternaliste aux relents coloniaux, n'hésitant pas à demander aux Mahorais de dire merci pour le département que la France leur a octroyé en avril dernier ! Si le réveil des consciences est intervenu sur la perception de Mayotte comme une colonie, la perspective de changement avancée par les grévistes ne tient pas à une décolonisation de Mayotte ou à son rattachement aux Comores. C'est bien plus une volonté affichée d'être considéré avant tout comme un DOM comme un autre et un département comme un autre. Espérons que ce mouvement soit la première pierre d'un réel réveil des consciences dans ce confetti de l'empire, et qu'il y ait un véritable développement de l'autodétermination de la population de Mayotte.

Tibo

La version intégrale de cet article est publiée dans *Courant alternatif*. Nous en publions ici un extrait, avec l'autorisation de son auteur.

Libye

Réponse à l'article de
Tout est à nous! n° 121

Au sujet de la solidarité avec les peuples du Maghreb et du Machrek en lutte, pas de faux débat au sein du NPA : personne n'estime que les institutions des États impérialistes visent à émanciper les masses des pays en question, ni même qu'une présence impérialiste pourrait être compatible avec l'autogouvernement du peuple. Les changements sociaux et politiques ne peuvent être l'œuvre que de la mobilisation populaire. Ainsi, concernant la situation en Libye, le NPA doit d'abord à nos yeux, saluer la chute d'une dictature, qui s'est illustrée depuis des décennies par le pillage des richesses de son pays et une répression violente de toute opposition. C'est sur cette base sans ambiguïté que nous pouvons dénoncer le rôle de l'intervention impérialiste et son évidente volonté de diriger l'après-Kadhafi à ses conditions et émettre des critiques sur l'absence d'indépendance du CNT à l'égard des forces impérialistes, ses prises de position réactionnaires.

Au-delà de la solidarité internationale, des divergences de compréhension politique sur nos tâches existent. En effet, Armelle Pertus écrit : «notre tâche, pour les y aider [à se débarrasser de la dictature] est d'affaiblir les impérialistes, de dégager notre propre gouvernement.»

L'article pousse cette logique à son terme en affirmant : «cela implique de miner la crédibilité de sa politique extérieure, pas de laisser croire qu'il peut être d'une quelconque aide pour les peuples». Concrètement cela revient à dire qu'il faut... «prendre le pouvoir» et qu'en attendant, le «n'ayez pas d'illusion» signifie «n'ayez pas d'espoir» de peser (un peu) sur le cours des événements. Pourtant, on aurait pu écrire «nous pouvons, en agissant dans le cadre d'un front de solidarité avec les luttes contre ces dictatures, démontrer la duplicité des dirigeants et les contraindre...»

Le sens de la construction des fronts unitaires ne peut être réduit à la défense de la ligne juste mais bien à la capacité à modifier les rapports de forces. Alors que la solidarité avec la lutte du peuple syrien ne connaît que très peu d'échos en France, il aurait ainsi fallu que le NPA prenne part et renforce le seul cadre de solidarité à se monter sur cette question, dès lors qu'était évacué le soutien à une aventure impérialiste en Syrie (ce qui était le cas, la pétition stipulant le «droit imprescriptible [du peuple syrien] à s'exprimer et à construire une alternative démocratique à la dictature hors de toute hégémonie de la part de pays tiers»).

Des victoires partielles ne signifient pas la garantie d'une rupture avec le capitalisme. Il n'y aura pas d'évolution graduelle par accumulation de victoires partielles, des oscillations et des illusions sont inévitables... Ces victoires ne constituent pas une garantie mais une condition pour détruire le capitalisme. Les évacuer signifie se condamner à l'impuissance... ce qui n'a rien d'anticapitaliste.
Emre Çirak, Héléne Adam, Guillaume Floris

Pour nous écrire : redaction@npa2009.org ou NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.



Mexique : solidarité internationale

Les Indiens du Chiapas sont en lutte à San Cristóbal de las Casas, au Mexique. Ils réclament la libération de ceux qui luttent contre les gigantesques projets touristiques de Palenque-Agua Azul (2970 chambres, 1380 chalets, un golf...) et contre les projets de production d'agrocarburants et d'extraction pétrolière dans la forêt Lacandone ; projets qui menacent les communautés indigènes tzeltals et tzotzils. Une campagne nationale et internationale est lancée. Voici la traduction de leur tract :

Liberté des prisonniers en grève de la faim
Depuis le 29 septembre, six prisonniers appartenant à différentes organisations ont entamé une grève de la faim et trois d'entre eux sont dans un état critique. Cette action extrême dans laquelle les prisonniers risquent leur santé et leur vie a été décidée pour protester contre les violations des droits de l'homme dont ils font l'objet.

La plupart d'entre eux ont été torturés physiquement et moralement lors de leur détention avant leur jugement. Tous sont des Indiens et l'espagnol n'est pas leur langue maternelle, or ils n'ont eu aucun interprète lors des auditions et de leur

procès. Certains sont illettrés et ont été forcés de signer des déclarations sans en connaître le contenu.

En prison, leurs conditions de vie sont misérables : ils souffrent du froid et leurs cellules sont surpeuplées. Ils n'ont pas accès aux soins médicaux, les visites sont restreintes et ils sont harcelés pour qu'ils cessent leur grève de la faim.

Par exemple, Rosa Diaz est constamment menacée d'être séparée de son fils âgé de deux ans.

Plusieurs de ces prisonniers ont été condamnés à plus de dix ans sans preuves réelles contre eux, c'est le cas de Alberto Patishán¹. Plusieurs cas ont été instruits par le centre des droits de l'homme, Fray Bartolomé de Las Casas, comme celui d'Alberto, et il a été prouvé que leur détention répond à des motivations politiques.

Voilà pourquoi leurs familles ont commencé une occupation de la Plaza de la Resistencia (à San Cristóbal de las Casas) et y resteront jusqu'à ce que leur mari, leur père, leur frère, leur mère soit libéréE.

Dans un pays où règnent la violence et l'impunité, il devient nécessaire et urgent de construire une justice. Apportez votre soutien pour la libération des prisonniers en grève de la faim.

La Voix de l'Amate, Les solidaires de La Voix de l'Amate et Les Voix innocentes.
Marie S., le 28 octobre 2011

1. Par mesure de représailles, Alberto Patishán Gómez a été transféré vers une prison fédérale à 2000 kilomètres du Chiapas, en raison de son rôle de leader dans la grève de la faim et dans les revendications portées par les prisonniers en matière de droits de l'homme.

Loi de finances et permis de polluer

J'ai apprécié la double page de *Tout est à nous!* n° 118 sur le mal-logement «en chiffre». Il serait intéressant de décortiquer le projet de loi de finances 2012, chiffres à l'appui. Niches, évasions fiscales, privilèges fiscaux aux plus riches, impôts sur le revenu, fiscalité du patrimoine... Tout ce qui représente une perte pour l'État, compression de dépenses publiques, recul de la protection sociale, taxes qui privilégient les intérêts des multinationales et compense par des plans de rigueur, taxes sur la consommation, alcools, boissons sucrées... Tout cela est dit bien maladroitement ici. Sans oublier les choix dévastateurs de

l'agrobusiness. En Bretagne où je vis, le lobby agricole (8 millions de porcs, 65 millions de volailles) cherche toujours à augmenter son cheptel, en ne respectant pas l'environnement. Il exporte cochons, poulets, poudre de lait, générant l'algue verte sur les plages bretonnes, les cours d'eau, zones toxiques aujourd'hui avec une forte concentration de produits toxiques dans la vase (36 sangliers qui y cherchent de petits vers y ont été tués, ainsi qu'un cheval et un homme, succombant à des œdèmes du poumon). 20000 tonnes de ces algues toxiques sont stockées dans des décharges. N'est-ce pas révoltant?

Bon courage à vous, et félicitations pour votre travail.
M. J. (Finistère)



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TN)

TRIBUNE PLATEFORME B

Rassemblement contre les crises, pour l'alternative écosocialiste

Nous publions des extraits de la déclaration adoptée à l'unanimité des délégués réunis à l'initiative de la position B du NPA, les 5 et 6 novembre 2011 à la Bourse du travail de Saint-Denis (93).

Le capitalisme connaît une série de crises qui se nourrissent les unes les autres [...] La crise de la dette accélère la paupérisation des peuples [...] ainsi que la destruction des droits sociaux et démocratiques. Le début de l'année 2011 aura vu des révolutions, au Maghreb et au Machrek, faire chuter plusieurs dictatures vieilles de 30 ans. [...] D'Athènes à New York, de Madrid à Santiago, des mobilisations sociales massives, inédites, se multiplient. Elles sont la manifestation du profond discrédit des politiques libérales et des alternances sans changement. [...] En Europe, les choix économiques des partis sociaux-démocrates ne se différencient plus de ceux des gouvernements de droite. [...] En France, [...] le rejet de Sarkozy profite au Parti socialiste qui pourtant ne propose pas de rupture avec la politique économique de la droite. [...]

Le Front national représente plus que jamais une menace. S'affichant toujours comme «antisystème», il se pare aujourd'hui d'un discours «social», et il entend bénéficier d'un climat où se combinent affaires politico-financières et angoisses face aux effets de la mondialisation et de la crise... La situation nécessite l'unité dans les luttes mais aussi sur le terrain politique. [...] L'orientation menée par l'actuelle majorité du NPA tourne le dos à toute bataille pour rassembler les différentes composantes politiques et équipes militantes du mouvement social qui, à gauche, contestent le social-libéralisme. [...] Nous nous battons pour que se regroupe un bloc défendant une solution radicale contre la crise, les politiques d'austérité menées par la droite ou par la gauche libérale. Il faut que s'unifient dans un tel regroupement les forces de l'indignation, celles de la contestation sociale et écologique,

celles du mouvement syndical et associatif, les mouvements politiques anticapitalistes, anti-libéraux ou écologistes radicaux, comme les composantes du Front de Gauche, les Alternatifs, les Objecteurs de croissance, la Fase... C'est vital pour disposer du meilleur rapport de forces face à l'extrême droite, face à la droite mais aussi face au social-libéralisme. Nous voulons battre la droite dans la rue et dans les urnes. Dans le cas de la mise en place d'un gouvernement social-libéral tel que le gouvernement Hollande, le bloc anticrise prendra la forme d'un bloc rassemblant les forces sociales et politiques d'opposition de gauche. Ce rassemblement doit se faire autour d'un programme de mesures d'urgence qui réponde aux aspirations du plus grand nombre [...], [et] doit agir pour une mobilisation massive des salariéEs, des jeunes, des chômeurs, des précaires, des habi-

tantEs des quartiers populaires, des retraitéEs [...]. Ce rassemblement doit être en capacité d'apparaître sur le terrain électoral, notamment pour les législatives, de porter une alternative politique crédible refusant la participation à un gouvernement et à une majorité parlementaire PS. Nous en appelons aux militantes et aux militants du NPA pour œuvrer à une réorientation du NPA sur ces bases. MilitantEs du NPA ou l'ayant quitté, cette politique, nous la proposons à touTEs les anticapitalistes. C'est à cette perspective que notre courant public œuvrera, dans le débat et dans l'action avec les forces à la gauche du Parti socialiste et les acteurs, les actrices du mouvement social. Pour tout contact : contact.gauche.anticapitaliste@gmail.com

350 000 euros...

Recapitalisons le NPA plutôt que les banques

Combien d'organisations politiques revendiquent-elles l'expropriation claire et nette des banquiers pour substituer au système bancaire privé, un service public bancaire unique qui ait le monopole du crédit? Pas des masses. Et, ce sont souvent les plus pauvres. Logique! Le NPA en fait partie.

Comme vous avez pu le constater, ni les sommets européens, ni le G20, ni le gouvernement Fillon n'ont prévu de plan d'aide financier pour le NPA qui ne vit que de ses cotisations et des aides liées aux élections. Rassurez-vous, nous ne réclamons pas de l'argent pour faire comme les autres partis, et claquer des sommes mirobolantes en boîtes de communication, instituts de sondages et autres mises en scènes tapageuses. Nous, c'est pour le matériel, les tracts que nous distribuons, les affiches que nous collons nous-mêmes, les salles de réunion que nous réservons et qui coûtent de plus en plus cher.

Dans son plan d'austérité, Fillon appelle désormais à la rigueur pour les partis politiques et pour la rémunération des responsables politiques. La bonne blague! Cela ne nous fera pas oublier que Nicolas Sarkozy s'est augmenté de 170% lors de son arrivée au pouvoir. Même gelée, sa rémunération atteint 19 000 euros mensuels. Et le salaire de son Premier ministre s'élève quant à lui à 20 000 euros brut. Il y a des situations où la rigueur est plus supportable que d'autres. Rassurez-vous, les salaires des permanents du NPA n'ont rien à voir avec ça. ChacunE, en fonction de son âge pour seul critère



de variation, touche la même somme. Au quotidien notre parti vit modestement, surveille ses dépenses... une sorte de politique d'austérité budgétaire avant l'heure.

Quand nous sommes allés au contre-sommet du G20 à Nice, nous n'avons pas, contrairement à Sarkozy, loué une suite au Majestic pour la bagatelle de 37 000 euros la nuit, nous avons logé dans des gymnases.

Les dizaines de milliers de faux billets, que nous avons distribués durant le conflit sur les retraites, n'étaient que des faux billets. Faire marcher la planche à billets nous a bien fait rire mais n'a pas résolu nos problèmes.

Bref, si vous voulez faire un véritable investissement militant sur l'avenir, prenez part à la souscription du NPA.

Versez et parlez-en autour de vous. Quant aux militantEs et sympathisantEs, nous savons que vous êtes déjà bien occupéEs par les combats sociaux et politiques, mais le mieux serait de ne pas s'y prendre à la dernière minute comme d'habitude (LOL).

Vous l'avez compris, le meilleur moyen de ligoter la finance, c'est de donner un maximum de moyens aux anticapitalistes.
Olivier Besancenot, Pierre Baton

SOUSCRIPTION 2011

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de «NPA souscription»
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

Pour souscrire, remplissez le coupon ci-contre ou rendez-vous sur le site du NPA : www.npa2009.org/souscription

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®